

II. REGIMES DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT

1) Introduction

1. Les gouvernements successifs ont maintenu l'orientation générale de la réforme des régimes du commerce et de l'investissement lancée en 1991, qui était déjà évidente en décembre 1993 lors du dernier examen de la politique commerciale de l'Inde; toutefois il y a lieu de penser que le processus a ralenti ces dernières années. On a assisté à une ouverture graduelle de l'économie: les produits jusqu'alors visés par des restrictions quantitatives à l'importation ont été inscrits dans la liste des licences d'importation spéciales et dans la liste des marchandises qui peuvent être importées librement. L'investissement étranger direct (IED) est désormais autorisé dans la plupart des secteurs, diverses restrictions s'appliquant à la part du capital qui peut être détenu par les investisseurs étrangers. La procédure de demande d'autorisation d'IED a été simplifiée et rendue plus transparente; toutefois, les autorités délivrant l'autorisation conservent un certain pouvoir discrétionnaire. Le gouvernement actuel se propose de poursuivre la libéralisation des obstacles tarifaires et non tarifaires et la réduction des restrictions à l'IED.

2. En vertu de la Constitution indienne, le Parlement a compétence pour tout ce qui concerne le commerce international et les accords et organes de commerce international. L'Inde peut devenir partie à tous les accords et traités, y compris les accords commerciaux internationaux, qui doivent être approuvés et ratifiés par le Conseil des ministres. Toutefois, lorsque les obligations internationales de l'Inde nécessitent une modification de loi existante ou l'introduction d'une nouvelle loi, ces lois doivent être promulguées par le Parlement. Comme la législation sectorielle relève des Etats, la formulation et la mise en oeuvre de la politique nationale exigent des consultations entre le gouvernement de l'Union et ceux des Etats.

3. L'Inde était membre originaire du GATT et elle est membre originaire de l'OMC. Les engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC comprennent la consolidation de 62 pour cent des lignes tarifaires visant des produits industriels (chapitre III). Elle a aussi consolidé ses lignes tarifaires dans le secteur agricole, à des taux compris pour la plupart entre 100 et 300 pour cent, certains taux étant consolidés à zéro pour cent.¹ De plus, l'Inde mettra sa législation en matière de droits de propriété intellectuelle en conformité avec ses obligations au regard de l'OMC, mais elle dispose pour cela d'un délai (jusqu'à l'an 2000) (chapitre III 4) vii)).² Enfin, elle a modifié sa législation antidumping et en matière de droits compensateurs pour la mettre en conformité avec les Accords pertinents de l'OMC.³ L'Inde a également contracté des engagements au titre de l'Accord général sur le commerce des services dans six secteurs (services financiers, télécommunications, services aux entreprises, tourisme et certains aspects des services d'ingénierie et de santé).

4. L'Inde fait partie de la zone de commerce préférentiel de l'Asie du Sud (SAPTA) qui devrait se transformer en zone de libre-échange de l'Asie du Sud (SAFTA). Elle a conclu des accords régionaux

¹GATT (1994). En moyenne, les pays en développement ont consolidé 73 pour cent des lignes tarifaires visant des produits industriels et 100 pour cent des lignes tarifaires visant des produits agricoles. Ces consolidations visent environ 61 pour cent des importations des produits industriels et 100 pour cent des produits agricoles contre respectivement 21 et 22 pour cent avant la conclusion du Cycle d'Uruguay.

²L'Inde bénéficie d'un délai (jusqu'en 2005) pour étendre la protection par des brevets de produits à certains domaines de la technologie qui ne pouvaient faire l'objet d'une telle protection à la date d'application générale de l'Accord sur les MIC (article 65 de l'Accord).

³Ces modifications ont été notifiées au Secrétariat de l'OMC.

ou bilatéraux de commerce avec plusieurs de ses partenaires commerciaux de la région et elle continue d'accorder à trois pays les préférences commerciales du Commonwealth.

5. Le régime de l'investissement étranger, comme le régime du commerce, a été très simplifié. L'investissement étranger direct (IED) est approuvé automatiquement jusqu'à concurrence de 51 pour cent du capital social dans 48 secteurs prioritaires et de 74 pour cent dans neuf autres.⁴ Le Gouvernement s'efforce depuis un certain temps d'attirer des investissements étrangers dans les infrastructures, avec un objectif de 10 milliards de dollars pour les quelques prochaines années, contre 3 milliards actuellement.⁵

2) Structure de l'Etat

i) Pouvoir législatif et pouvoir exécutif

6. Le Président, élu pour cinq ans, est le Chef de l'Etat. Il est élu par un collège électoral composé des membres élus des deux Chambres du Parlement et des membres élus des assemblées législatives des Etats.⁶ Le Vice-Président est élu pour cinq ans par un collège électoral composé des membres des deux Chambres du Parlement.⁷ En cas de décès, démission ou destitution du Président, le Vice-Président assume ses fonctions jusqu'à l'élection de son successeur.

7. Le Président nomme le Premier Ministre, qui préside le Conseil des ministres. Les membres du Conseil des ministres sont désignés par le Président, sur avis du Premier Ministre, parmi les membres du Parlement. Le Conseil des ministres est collectivement responsable devant la Chambre du peuple; il donne "aide et avis" au Président.⁸

8. Le Parlement est composé du Président et des deux Chambres, le Rajya Sabha (Conseil des Etats) et le Lok Sabha (Chambre du peuple). Le Rajya Sabha, qui ne peut être dissout, comprend jusqu'à 238 représentants des assemblées législatives des Etats et des Territoires de l'Union plus 12 personnalités éminentes du monde de la littérature, des sciences et des services sociaux, nommées par le Président.⁹ Les membres du Rajya Sabha sont renouvelés par tiers tous les deux ans. Le Rajya Sabha est présidé par le Vice-Président. Le Lok Sabha compte au maximum 535 membres élus par la nation, dont au maximum 20 représentent les Territoires de l'Union.¹⁰ Les membres du Lok Sabha sont élus pour cinq ans à moins que la Chambre ne soit dissoute par le Président avant l'expiration de cette période.

⁴L'investissement étranger direct jusqu'à concurrence de 50 pour cent du capital social est approuvé automatiquement dans le secteur minier.

⁵L'autorisation est récemment devenue automatique pour les investissements étrangers directs jusqu'à concurrence de 74 pour cent du capital social dans les secteurs des transports par voie terrestre et par eau, de la génération et de la transmission d'électricité et des services d'entreposage et de magasinage.

⁶Y compris celles de Delhi, capitale nationale, de Pondichéry, territoire de l'Union (gouvernement indien, 1996g, article 54 b)).

⁷Constitution, article 66 1).

⁸Constitution, article 74 1).

⁹Constitution, article 80.

¹⁰Constitution, article 81.

ii) Pouvoir judiciaire

9. La Cour suprême est la plus haute instance judiciaire du pays; elle est composée du Président et d'un maximum de 26 autres juges. Le nombre actuel des juges de la Cour suprême est de 24. La Cour suprême a compétence de première instance pour tous les différends entre l'administration centrale et les gouvernements des Etats ou entre les gouvernements des Etats.¹¹ Elle a aussi compétence d'appel pour toutes les affaires pénales et civiles jugées par les Hautes Cours de l'Inde.¹² Ses décisions ont force obligatoire.¹³

10. Il existe dans chaque Etat une Haute Cour composée du président et de juges nommés par le Président de l'Inde. Les juges de district, qui siègent dans les instances inférieures, sont nommés par le gouverneur de l'Etat en accord avec la Haute Cour de l'Etat. Les instances inférieures sont contrôlées par la Haute Cour.¹⁴

11. Les obligations internationales, y compris celles qui découlent des règles de l'OMC, doivent être formellement incorporées dans la législation nationale avant de pouvoir être invoquées devant les tribunaux nationaux. Toutefois, les autorités ont indiqué que les règles de l'OMC qui ne font l'objet d'aucune loi indienne peuvent être appliquées par les tribunaux indiens si elles ne sont pas en conflit avec les obligations découlant d'un autre traité.

iii) Processus législatif

12. Au niveau de l'Union, tous les textes législatifs doivent être votés par les deux chambres pour devenir loi. Les propositions de loi sur les finances ne peuvent être présentées que devant la Chambre du peuple et sont ensuite transmises au Conseil des Etats pour que celui-ci formule ses recommandations. Elles doivent revenir devant la Chambre du peuple dans les 14 jours suivants leur réception par le Conseil des Etats. La Chambre du peuple peut alors les adopter en y incorporant ou non les recommandations du Conseil des Etats.¹⁵ Toutes les autres propositions de loi peuvent être présentées indifféremment devant l'une ou l'autre chambre.¹⁶ Les propositions de loi peuvent être modifiées par l'une ou l'autre chambre mais doivent être acceptées par toutes les deux avant d'être promulguées. Une proposition de loi à l'examen d'une des deux chambres devient caduque lors de la dissolution de la Chambre du peuple.

¹¹Constitution, article 131.

¹²Constitution, articles 132-134.

¹³Constitution, article 141.

¹⁴Constitution, articles 214-237.

¹⁵Constitution, article 109.

¹⁶Est considérée comme loi sur les finances toute loi traitant de: a) la création, suppression, exemption, modification ou réglementation d'un impôt ou d'une taxe; b) la réglementation des emprunts ou garanties du gouvernement indien ou la modification d'une loi relative à des engagements financiers contractés par le gouvernement indien ou que celui-ci doit contracter; c) la garde du Fonds consolidé et du Fonds de réserve de l'Inde, les versements ou prélèvements sur ces fonds; d) l'affectation de sommes prélevées sur le Fonds consolidé; e) l'accroissement des dépenses ainsi financées; f) l'encaissement de sommes pour le Fonds consolidé ou le compte public de l'Inde ou la garde ou le déblocage de ces fonds ou la vérification des comptes de l'Union ou d'un Etat; g) toute question touchant à une des activités visées par les dispositions a) à f) ci-dessus (Constitution, article 110 1)).

13. Quand une proposition de loi a été adoptée par les deux chambres, elle doit être signée par le Président pour devenir loi. Le Président n'a pas le droit de veto sur les projets de loi adoptés par les Chambres mais il peut recommander des modifications, sauf dans le cas des lois sur les finances. Après une deuxième lecture par les Chambres, le Président doit signer la loi, que les modifications qu'il a recommandées y aient ou non été apportées.

14. Pendant les intersessions du Parlement, le Président peut promulguer des ordonnances. Les ordonnances ont le même effet que les lois votées par le Parlement, à condition que celui-ci les promulgue dans les six semaines suivant la réouverture de la session, faute de quoi elles deviennent automatiquement caduques; si le Parlement les promulgue, les ordonnances deviennent lois.

15. Les ministères jouent un rôle important dans le processus législatif. Les textes législatifs sont élaborés en consultation entre le ministère qui les propose et tous les autres ministères intéressés. Les observations favorables ou défavorables sont incorporées dans le projet de loi par le ministère concerné et présentées à l'examen du Conseil des ministres. Quand il a été décidé de présenter le projet de loi au Parlement, le texte est transmis au Département des affaires juridiques et de la législation du Ministère des lois, qui prépare un projet de loi. Celui-ci est présenté au Parlement par le ministère concerné.

16. Une fois le projet de loi promulgué par les Chambres et signé par le Président, le ministère qui l'a présenté est responsable de lui donner effet. Le Parlement supervise l'application des lois, par exemple par l'intermédiaire des Comités parlementaires consultatifs et permanents.¹⁷

a) Législation commerciale

17. La Constitution indienne confère au Parlement le pouvoir exclusif de légiférer sur toutes les questions concernant l'Union figurant dans la Liste I de la septième annexe (dite Liste concernant l'Union). Les organes législatifs des Etats légifèrent sur les questions figurant dans la Liste II (dite Liste concernant les Etats)¹⁸ tandis que le Parlement national et les organes législatifs des Etats peuvent les uns et les autres légiférer sur les questions figurant dans la Liste III (dite Liste conjointe).¹⁹ La Liste concernant l'Union comprend notamment toutes les questions relatives au commerce international; les importations et exportations traversant les frontières douanières du pays; la définition de la frontière

¹⁷Par exemple les questions commerciales sont du ressort du Comité permanent du commerce.

¹⁸Le Parlement de l'Union peut toutefois promulguer des lois sur des questions relevant normalement des Etats et figurant dans la Liste II si, aux termes d'une résolution adoptée par le Conseil des Etats à la majorité des deux tiers, cela est nécessaire et de l'intérêt national (Constitution, article 249 1)).

¹⁹En cas de conflit entre les lois d'un Etat et celles qui ont été adoptées par le Parlement de l'Union, les dernières l'emportent dans les domaines figurant dans la liste conjointe (article 251). S'agissant de législation relative aux relations commerciales internationales, le texte adopté par le Parlement de l'Union l'emporte à moins que la Loi de l'Etat n'ait été approuvée par le Président (Constitution, article 254).

douanière (article 246 41)) ainsi que le commerce entre les Etats de l'Union (article 246 42)).²⁰ Ainsi en ce qui concerne la politique de commerce international, c'est au Parlement qu'il appartient de légiférer. Mais comme les organes législatifs des Etats ont compétence pour les questions figurant dans la Liste concernant les Etats, ils doivent être consultés sur ces questions avant que le Parlement ne promulgue une loi, de façon que son application par les Etats ne pose pas de problèmes.²¹

18. Les nouvelles lois concernant le commerce international ou les modifications de lois existantes sont présentées au Parlement par le Ministère du commerce. Une fois que ces lois sont en vigueur, la Direction générale du commerce extérieur peut y apporter des modifications mineures, par exemple en ce qui concerne les taux de droits, dans la mesure où ces taux ne dépassent pas les taux consolidés établis par la Loi sur les douanes et le tarif douanier. Toute modification doit être notifiée au Parlement.

b) Législation concernant l'Organisation mondiale du commerce

19. L'Inde a déposé son instrument de ratification de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce le 30 décembre 1994. Le Parlement a été notifié dès la ratification. Les modifications de la législation commerciale nécessaires pour que l'Inde puisse honorer les engagements contractés à l'issue du Cycle d'Uruguay doivent être adoptées par le Parlement pour devenir loi nationale. En l'occurrence, étant donné les relations entre le Parlement national et les législations des Etats pour les questions relevant de la Liste concernant l'Union, le Parlement est habilité à promulguer ou modifier toute loi destinée à donner effet aux obligations contractées par l'Inde, même dans les domaines relevant de la législation des Etats.

3) Objectifs de la politique commerciale

20. L'Inde a entrepris en 1991 un vaste programme de libéralisation du commerce et de déréglementation de l'économie. Au cours des décennies précédentes, elle s'était efforcée d'améliorer les niveaux de vie en s'attachant à atteindre l'autosuffisance dans les secteurs alimentaire et manufacturier; cette politique était à l'origine d'une très forte protection de l'industrie et de l'agriculture indiennes. Depuis 1991, la politique indienne s'est ouverte vers l'extérieur, l'objectif étant maintenant de réaliser une croissance stable et durable, notamment en intégrant plus étroitement l'économie indienne dans l'économie mondiale.²² Des principaux objectifs de la politique commerciale de l'Inde sont d'accélérer

²⁰Parmi les autres domaines importants figurant dans la Liste concernant l'Union, il faut citer toutes les questions touchant la défense nationale, les forces armées, l'énergie atomique, la prévention du crime sur le territoire national, en haute mer ou dans les airs, l'immigration et la citoyenneté, les communications, la monnaie et la frappe de monnaie, la Banque nationale de l'Inde, les banques, les assurances, les normes nationales, le droit du travail et les conflits sociaux concernant les fonctionnaires de l'Union. Les domaines relevant de la Liste concernant les Etats sont l'ordre public et la police, la santé publique, les questions de communication ne figurant pas sur la Liste concernant l'Union, l'agriculture, l'élevage, l'adduction d'eau et l'irrigation, les droits fonciers, la pêche, les industries d'Etat et la constitution des sociétés, leur réglementation et leur dissolution, les taxes et impôts fonciers, droits d'accise, impôts sur l'électricité, etc. La liste conjointe contient des questions relatives au droit pénal et à la sécurité intérieure, aux monopoles commerciaux et industriels, aux syndicats, aux différends entre partenaires sociaux, aux conditions de travail et au bien-être des travailleurs, à l'éducation, à la réglementation des prix, au commerce de certaines marchandises notamment des denrées alimentaires, les produits fourragers, le coton et le jute.

²¹Par exemple, toutes les questions concernant l'agriculture et les prix agricoles relèvent de la législation des Etats. Une loi nationale concernant le commerce international et inter-Etats des produits agricoles aura donc un effet sur les Etats et devra être appliquée par ces derniers.

²²Gouvernement indien (1996o).

le passage à une économie dynamique ouverte sur le monde, de stimuler la croissance économique soutenue en assurant l'accès aux matières premières, au capital et aux biens de consommation essentiels; d'améliorer les techniques de production pour accroître le rendement et d'atteindre des normes de qualité acceptables sur le plan international tout en offrant aux consommateurs des produits de haute qualité à des prix raisonnables.

21. Ainsi, le huitième Plan quinquennal (1992-1997) prévoyait que le régime commercial de l'Inde devait s'ouvrir de façon à permettre au pays de tirer pleinement parti du commerce international.²³ A cet effet, il était prévu i) de réduire la liste "négative" des importations et des exportations et ii) de réduire graduellement le taux et la dispersion des droits de douane. La première étape devait consister à réduire les crêtes tarifaires, qui devaient être ramenées à 150 pour cent dans le budget de 1991/92 et à 110 pour cent dans celui de 1992/93 (contre plus de 300 pour cent à l'origine).

22. Pendant la période visée par le huitième plan, le gouvernement prévoyait une nouvelle réduction des droits de douane, dont le taux moyen devait être ramené à environ 25 pour cent en quatre ans, et d'éliminer les droits sur les matières premières, les produits intermédiaires et les biens d'équipement plus rapidement que les droits sur les biens de consommation. Les droits sur les importations de biens de consommation devaient être éliminés au fur et à mesure que l'industrie nationale deviendrait plus solide.²⁴ La liste négative devait être réduite et il était envisagé qu'à la fin du huitième plan elle ne contiendrait plus que des produits interdits pour des raisons de sécurité ou de protection de l'environnement.²⁵ Les produits visés par plus de 70 pour cent des lignes tarifaires sont maintenant importés librement. Le nombre des produits "centralisés" est actuellement de six pour les exportations et huit pour les importations, contre sept pour les exportations et autant pour les importations en 1993 (chapitre III 2) vii) d) et 3 v) d)).

23. Un autre changement important de la politique commerciale de l'Inde intervenu depuis 1991 est le recours accru aux aides à l'exportation qui, selon les autorités, sont destinées à contrebalancer les droits à l'importation, surtout dans le cas des intrants importés utilisés pour la production destinée à l'exportation. Le gouvernement applique plusieurs mesures d'incitation à l'exportation, notamment des exonérations d'impôt sur le revenu, des droits de douane réduits sur les importations de biens d'équipement pour les exportateurs et l'octroi de privilèges spéciaux aux unités travaillant pour l'exportation et dans les zones de perfectionnement passif. La liste négative des exportations a aussi été raccourcie et le nombre de produits dont l'exportation est assujettie à licence a diminué.

24. La politique commerciale de l'Inde vise à consolider les acquis des programmes de libéralisation: il s'agit de continuer à libéraliser les échanges, notamment en réduisant la liste négative d'importations et le niveau général des droits de douane, tout en veillant à ce que les fruits de la libéralisation renforcent l'économie et améliorent l'emploi.

²³Gouvernement indien (1992), page 85.

²⁴Gouvernement indien (1992), page 86.

²⁵La liste négative des importations comprend maintenant 58 produits interdits et 168 produits auxquels des restrictions s'appliquent.

i) Participation à l'OMC²⁶

25. L'Inde a activement participé au Cycle d'Uruguay et elle est Membre originaire de l'OMC. Le gouvernement est fermement attaché au multilatéralisme dans les relations commerciales, et l'Inde accorde à tous ses partenaires commerciaux, y compris à ceux qui ne sont pas Membres de l'OMC, au moins le traitement de la nation la plus favorisée.²⁷ L'Inde estime que les groupements régionaux doivent pleinement respecter et appuyer les règles du système multilatéral. C'est dans cet esprit qu'elle participe à des groupements régionaux tels que l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et qu'elle souhaite participer aux groupes de travail de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique sur l'énergie, les sciences et la technologie industrielles et la promotion du commerce. L'Inde a participé à la réunion du Groupe de travail sur l'énergie aux Philippines en octobre 1996.

26. L'Inde est globalement satisfaite des résultats du Cycle d'Uruguay et de la Réunion ministérielle de Singapour qui l'a suivie; toutefois, elle a fréquemment exprimé les préoccupations que lui inspirent un certain nombre de problèmes relatifs à l'accès aux marchés, notamment dans le contexte de l'Accord sur les textiles et les vêtements, de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). L'Inde s'inquiète de la lenteur avec laquelle sont éliminées les restrictions dans le cadre de l'Accord sur les textiles et les vêtements et de la persistance des subventions agricoles dans les pays industrialisés. Elle considère en outre qu'il faudrait faire la différence entre les pays qui sont essentiellement exportateurs et qui risquent donc de fausser les prix sur les marchés internationaux en subventionnant leurs produits et ceux tels que l'Inde dont la production est principalement destinée au marché intérieur et où les subventions visent à protéger les paysans pauvres et à promouvoir l'autosuffisance vivrière. Dans le même esprit, l'Inde craint que les dispositions de l'Accord sur les ADPIC aux termes desquelles elle doit renforcer la protection conférée par les brevets dans le secteur pharmaceutique ne lui coûtent très cher, principalement en raison de l'augmentation du coût des redevances et des coûts administratifs et aussi parce que des situations de monopole risquent de compromettre son accès à la technologie. Enfin, un débat est en cours dans le pays au sujet de l'harmonisation de la législation en matière d'ADPIC et des obligations de l'Inde au titre de la Convention sur la diversité biologique.

27. Selon les autorités, un autre sujet de préoccupation potentiel pour l'Inde et peut-être pour d'autres pays en développement est l'incidence croissante des obstacles non tarifaires tels que les mesures de sauvegarde temporaires et les procédures antidumping, surtout à l'encontre des exportations des pays en développement. En outre, l'Inde estime que les prescriptions énoncées à l'article 15 de l'Accord sur les mesures antidumping, à l'article 10 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et à l'article 12 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce concernant le traitement différencié des Membres en développement ne sont pas pleinement satisfaites.

ii) Engagements pris par l'Inde dans le cadre de l'OMC

28. A la suite du Cycle d'Uruguay, l'Inde a consolidé 67 pour cent de ses lignes tarifaires; les taux de droit consolidés vont de zéro à 300 pour cent pour les produits agricoles et de zéro à 40 pour cent pour les autres. Avant le Cycle d'Uruguay, 6 pour cent seulement des lignes tarifaires (4 pour cent pour les produits industriels) étaient consolidées. Trente-trois activités sont comprises dans la liste communiquée par l'Inde au titre de l'Accord général sur le commerce des services. Selon les

²⁶La présente section est en partie fondée sur une déclaration prononcée par le Ministre du commerce, M. B.B. Ramaiah, devant la Conférence ministérielle de Singapour, le 9 décembre 1996 (WT/MIN(96)/ST/27).

²⁷Fidji, avec laquelle l'Inde n'a pas de relations diplomatiques, est la seule exception.

autorités, la suppression des obstacles tarifaires en application des engagements contractés dans le cadre de l'OMC a commencé en mars 1995, le Ministre des finances ayant annoncé dans le budget de 1995/96 que toutes les mesures non tarifaires ayant des effets restrictifs sur les importations seraient tarifées. La suppression des obstacles tarifaires se fera en six étapes annuelles. Dans le cas des textiles et des vêtements, les taux de droit seront réduits de 25 à 40 pour cent en dix ans, à partir de mars 1995. Les autorités ont averti que, si le processus d'intégration prévu dans l'Accord sur les textiles et les vêtements est retardé, les taux de droit sur les textiles et les vêtements en vigueur au 1er janvier 1990 seront rétablis.

29. La législation sur les mesures antidumping et les droits compensateurs a pris effet en Inde en 1985, et un service antidumping a été créé au sein du Ministère du commerce en 1986. En juillet 1997, l'Inde a promulgué des règles sur les sauvegardes dans le cadre de la Loi de 1975 sur le tarif douanier et un poste de Directeur général pour les mesures de sauvegarde a été établi au Ministère des finances.²⁸ La législation sur les mesures antidumping, les subventions et les mesures compensatoires a été modifiée et mise en conformité avec les résultats du Cycle d'Uruguay.²⁹

30. L'Inde a aussi pris l'engagement de modifier sa législation en matière de droits de propriété intellectuelle pour la mettre en conformité avec l'Accord sur les ADPIC. En tant que pays en développement, elle bénéficie d'une période de transition de cinq ans pour plusieurs de ces modifications et de cinq ans supplémentaires pour l'extension de la protection conférée par les brevets de produits à des secteurs de la technologie qui jusqu'ici n'étaient pas protégés. Pour certaines dispositions, notamment celles contenues aux paragraphes 8 et 9 de l'article 70³⁰, les obligations de l'Inde ont pris effet dès la signature de l'Accord instituant l'OMC. Aucune législation n'a encore été passée à cet effet.³¹ Pour ce qui est des droits d'auteur, l'Inde a mis sa législation en conformité avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC en 1994. En ce qui concerne les marques de commerce et de fabrique, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques et la protection des obtentions végétales, l'Inde se propose de profiter de la période de transition avant d'effectuer les modifications nécessaires.

31. L'Inde, comme les autres pays en développement, dispose d'un délai - au moins jusqu'à l'an 2000 - pour supprimer toutes les mesures directes ou indirectes concernant les investissements

²⁸Document G/SG/N/1/IND/2, OMC, 14 janvier 1998.

²⁹Documents de l'OMC G/ADP/N/1/IND/2, 15 août 1995, G/ADP/N/1/IND/2/Corr.1, 9 janvier 1996 et G/ADP/N/1/IND/2/Suppl.1, 23 décembre 1996.

³⁰L'article 70:8 dispose qu'un Membre qui n'accorde pas pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture la possibilité de bénéficier de la protection conférée par un brevet doit offrir un moyen de déposer des demandes de brevet pour de telles inventions et appliquer à ces demandes les critères de brevetabilité énoncés dans l'Accord comme s'ils étaient appliqués à la date de dépôt de la demande. L'article 70:9 dispose que, dans le cas où un produit fait l'objet d'une demande de brevet conformément à l'article 70:8, des droits exclusifs de commercialisation seront accordés pour une période de cinq ans après l'obtention de l'approbation de la commercialisation dans le pays.

³¹Selon les autorités, l'Inde, bien qu'aucune législation n'ait été promulguée, a établi par voie d'instructions administratives un moyen de déposer des demandes de brevets pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture. Selon la décision d'un groupe spécial (DS50/R), confirmée par l'organe d'appel (DS50/AB/R), ces instructions administratives ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 70:8 a) de l'Accord sur les ADPIC en ce sens qu'il n'existe pas de mécanisme pour accorder des droits exclusifs de commercialisation à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC.

et liées au commerce conformément à l'Accord du Cycle d'Uruguay.³² Les MIC comprennent des mesures telles que des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux. En application des articles 2 et 5 de l'Accord sur les MIC et conformément à la liste exemplative annexée à l'Accord, l'Inde a notifié les MIC qu'elle applique encore.³³ D'importantes modifications ont déjà été apportées au régime de l'investissement étranger: le nombre des secteurs dans lesquels l'investissement étranger est autorisé a augmenté, de même que le plafond de la participation étrangère au capital social. L'Inde a également supprimé la clause prescrivant la compensation des versements de dividendes dans plusieurs secteurs ainsi que la prescription relative à la teneur en éléments locaux du papier journal.

4) Lois et règlements commerciaux

32. Le principal instrument législatif indien concernant le commerce international est la Loi de 1992 sur le commerce extérieur (développement et réglementation), abrogeant la Loi de 1947 sur les importations et les exportations. La loi prévoit le développement et la réglementation du commerce extérieur de l'Inde. La Loi de 1962 sur les douanes autorise le gouvernement à restreindre les importations ou à interdire le commerce de toute marchandise par notification officielle et elle l'habilite également à gérer et percevoir les droits de douane.

33. La Loi de 1975 sur le tarif douanier et le Règlement de 1977 régissent les taux de droit et les règles d'origine; les règles d'évaluation en douane de 1988 (détermination de la valeur des marchandises importées) et les règles modifiées de 1991 sont les principaux textes applicables à l'évaluation en douane. Le Parlement a approuvé en 1991 des lignes directrices pour l'investissement étranger. Par la suite, ces lignes directrices ont été incorporées dans la déclaration de politique industrielle modifiée en 1991. Les principales lois indiennes concernant le commerce extérieur sont indiquées au tableau II.1.

i) Modifications des législations commerciales

34. Les principales modifications de la législation indienne visant à donner effet aux engagements contractés par l'Inde dans le cadre de l'OMC concernent la Loi de 1975 sur les douanes et le tarif douanier et en particulier les articles 9, 9A et 9B relatifs aux subventions et aux droits compensateurs et aux mesures antidumping.

ii) Notifications à l'Organisation mondiale du commerce

35. Comme les autres Membres de l'OMC, l'Inde est tenue de notifier au Secrétariat toute modification de sa législation et des mesures commerciales qu'elle applique. Le tableau II.2 ci-après contient une liste des principales mesures que l'Inde doit notifier à l'OMC et indique le stade où en sont ces notifications.

³²L'article 2 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) dispose que "aucun membre n'appliquera de MIC qui soient incompatibles avec les dispositions de l'article III ou de l'article XI du GATT de 1994" (ces deux articles visent respectivement le traitement national et les restrictions quantitatives (OMC, 1995a).

³³Documents de l'OMC TRIMS/N/1/IND/1, 11 avril 1995 et TRIMS/N/2, 24 février 1997.

Tableau II.1

Législation indienne en matière de commerce extérieur

Objet	Loi
Tarif douanier	Loi de 1962 sur les douanes habilite le gouvernement indien à percevoir et administrer les droits de douane. La première annexe de la Loi sur le tarif douanier de 1975 indique les taux de droit qu'applique l'Inde.
Evaluation en douane	Loi de 1962 sur les douanes et les règles d'évaluation en douane de 1988 (détermination de la valeur des marchandises importées).
Droit compensateur	Loi de 1975 sur le tarif douanier.
Réglementation des importations	L'article 11 de la Loi de 1962 sur les douanes autorise le gouvernement de l'Union à restreindre ou interdire le commerce de toute marchandise par notification officielle. La Loi de 1992 sur le commerce extérieur (développement et réglementation) habilite en outre le gouvernement central à restreindre ou réglementer les importations et les exportations.
Réglementation des exportations	Article 11 de la Loi de 1962 sur les douanes; Loi de 1992 sur le commerce extérieur (développement et réglementation).
Normes	Loi de 1986 sur le Bureau de normalisation; Loi de 1954 sur la prévention de l'adultération des aliments.
Mesures sanitaires et phytosanitaires	Loi de 1940 sur les médicaments et les produits cosmétiques (dont la dernière modification date de 1988); Loi de 1955 sur la prévention de l'adultération des aliments (dont la dernière modification date de 1994); Loi de 1968 sur les insecticides.
Marquage et étiquetage	Loi de 1977 sur les poids et mesures des produits conditionnés (dont la dernière modification date du 26 octobre 1997).
Marchés publics	Loi de 1930 sur les ventes de marchandises et Loi de 1972 sur les contrats; Loi de 1996 sur l'arbitrage et la conciliation. Les entités publiques contractantes sont guidées par les règles financières générales du gouvernement et, pour les projets bénéficiant de l'assistance de la Banque mondiale, par les documents d'appel d'offres spécifiques de la Banque mondiale pour l'Inde.
Mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde	Loi de 1975 sur le tarif douanier.
Arrangements en matière d'établissement des prix et de commercialisation	Il n'existe aucune législation spécifique au niveau de l'Union; plusieurs lois confèrent au gouvernement des pouvoirs en matière d'établissement des prix et de réglementation de la commercialisation, en particulier la Loi de 1955 sur les produits essentiels et la Loi de 1997 sur les poids et mesures des produits conditionnés.
Loi sur la concurrence	Loi de 1969 sur les monopoles et les pratiques commerciales restrictives (dont la dernière modification date de 1991).
Droit de propriété intellectuelle	Loi de 1970 sur les brevets; Loi de 1957 sur les droits d'auteur (modifiée en 1994) et Loi de 1958 sur les marques de commerce et de fabrique et les marques de produit; Loi de 1911 sur les dessins et modèles.
Investissement étranger	Il n'existe aucune loi spécifique sur l'investissement étranger. La Loi de 1951 sur l'industrie (développement et réglementation) énonce les procédures de licence pour les industries. La politique en matière d'investissement étranger a été incorporée dans cette loi de façon à cibler l'investissement sur les secteurs dans lesquels l'Inde a besoin de technologies étrangères et de devises.

Source: Gouvernement indien.

Tableau II.2
Etat de certaines obligations de notification à l'OMC, février 1998

Accord de l'OMC	Désignation de l'obligation	Périodicité	Cote du document contenant la notification la plus récente (à défaut, date prévue de notification)	Observations
Agriculture (article 18:2; DS:1+)	Soutien interne	Annuelle, 90 jours après la fin de l'EB	(fin juin 1996)	
Agriculture (article 18:2; ES:1+)	Subventions à l'exportation	Annuelle, 90 jours après la fin de l'EB	(fin juin 1996)	
Textiles et vêtements (article 3:1)	Restrictions quantitatives	Une fois, avant le 1er mars 1995	G/TMB/N/72 avril 1995 G/TMB/N/72/Add.1 juin 1996	L'Inde applique des restrictions à l'importation de biens de consommation, y compris les textiles et les vêtements, en vertu de la section B de l'article 18 du GATT. Les restrictions frappant les fibres, fils et tissus industriels figurant dans cette notification ont récemment été levées.
Textiles et vêtements (article 6:1)	Mesures de sauvegarde	Une fois avant le 1er mars 1995	G/TMB/N/21 mars 1995	L'Inde se réserve le droit de recourir aux dispositions de l'article 6 concernant les sauvegardes.
Textiles et vêtements (article 2:6/2:7)	Première intégration	Une fois	G/TMB/N/48 mars 1995 G/TMB/N/48/Add.1 juin 1996	Notification des produits représentant au moins 16 pour cent des importations indiennes des produits figurant dans l'annexe à l'Accord sur les textiles et les vêtements.
Textiles et vêtements (article 2:11)	Deuxième intégration	Une fois	G/TMB/N/224 février 1997	Notification des produits représentant au moins 17 pour cent des importations indiennes des produits figurant dans l'annexe à l'Accord sur les textiles et les vêtements.
Licences d'importation (article 7:3)	Lois et réglementations	Annuelle	G/LIC/N/3/IND/1 janvier 1996	Les importations indiennes sont réglementées pour une liste négative de marchandises contenue dans la politique d'exportation et d'importation.
Subventions (article 25:1)	Subventions spécifiques	Annuelle	G/SCM/N/3/Add.1/Rev.3 janvier 1997	
Subventions (article 32:6)	Lois et réglementations	Une fois avant le 15 mars 1995 et par la suite, modifications	G/SCM/N/1/IND/2/Suppl.1 décembre 1996	
Subventions (article 25:11)	Mesures en matière de droits compensateurs	Deux fois par an	G/SCM/N/19/Add.1 octobre 1996	Aucune mesure en matière de droits compensateurs n'a été prise par l'Inde au 30 juin 1996.

Tableau II.2 (à suivre)

Accord de l'OMC	Désignation de l'obligation	Périodicité	Cote du document contenant la notification la plus récente (à défaut, date prévue de notification)	Observations
Antidumping (article 18:5)	Lois et réglementations	15 mars 1995 et par la suite, modifications	G/ADP/N/1/IND/2/ Suppl.1 décembre 1996	
Antidumping (article 16:4)	Mesures prises	Deux fois par an	G/ADP/N/16/IND septembre 1996 G/ADP/N/16/IND/Corr.1 avril 1997	Au 30 juin 1996, l'Inde avait ouvert 21 procédures antidumping; des droits définitifs avaient été instaurés dans 13 cas.
Sauvegardes (article 12:7)	Mesures préexistantes au titre de l'article XIX	Mars 1995 et par la suite, modifications	G/SG/N/2/IND-SG/N/3/IND août 1995	L'Inde n'applique aucune mesure de sauvegarde au titre de cet article.
Sauvegardes (article 12:6)	Lois et réglementations	Une fois et par la suite, modifications	G/SG/N/1/IND/2 janvier 1998	
Mesures sanitaires et phytosanitaires	Mesures prises	<i>Ad hoc</i>	G/SG/N/IND/1-8	L'Inde a notifié huit mesures.
Inspection avant expédition (article 5)	Lois et réglementations donnant effet à l'Accord	Une fois et par la suite, modifications	G/PSI/N/1/Add.4 octobre 1996	
Obstacles techniques au commerce (OTC) (article 15:2)	Lois et réglementations	Une fois lors de l'entrée en vigueur		
OTC (article 2)	Réglementations techniques	<i>Ad hoc</i>	L'Inde a notifié 12 mesures en 1995 et 22 en 1996	
OTC (annexe 3 c))	Acceptation du Code	Une fois et par la suite, modifications	G/TBT/CS/N/26 janvier 1996	Le Bureau indien de normalisation a accepté le Code de pratiques annexé à l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.
Règles d'origine (annexe II, paragraphe 4)	Règles d'origine préférentielles	Une fois et par la suite, modifications	G/RO/N/1 et G/RO/N/1/Add.1	L'Inde applique des règles d'origine préférentielles dans le cadre du système global de préférences commerciales entre pays en développement, de l'Arrangement commercial préférentiel de l'ASARC, du Système de préférences du Commonwealth ainsi qu'en faveur du Bhoutan et du Népal.
GATT de 1994 (article 17 4) a))	Activités de commerce d'Etat	Annuelle	G/STR/N/1/IND janvier 1996	Onze organismes de centralisation ont le monopole des exportations et des importations de produits essentiels. Le gouvernement peut octroyer des licences à des parties privées pour l'importation ou l'exportation de n'importe quel des produits "centralisés".

Tableau II.2 (à suivre)

Accord de l'OMC	Désignation de l'obligation	Périodicité	Cote du document contenant la notification la plus récente (à défaut, date prévue de notification)	Observations
GATT, Conseil du commerce des marchandises G/L/59	Mesures non tarifaires	Tous les deux ans à partir de janvier 1996	G/MA/NTM/QR/1/Add.2 octobre 1996	La notification complète est disponible au Secrétariat.
GATT de 1994 (article VII)	Evaluation en douane (article 22:1)	Une fois et par la suite, modifications	G/VAL/N/1/IND/2 mars 1996	La législation indienne notifiée au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane issu du Tokyo Round reste valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC.
AGCS (article III)	Modifications de certaines lois et réglementations	Annuelle	(Janvier 1996)	
Accord sur les MIC (article 6:2)	Publications indiquant les MIC	Une fois et par la suite, modifications	(Février 1997)	
Accord sur les MIC (article 5:1)	Mesures concernant les investissements	Mars 1995 et par la suite, modifications	G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.1 janvier 1996 G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.2 mai 1996	L'Inde applique des MIC dans le secteur des biens de consommation ainsi que pour certains produits pharmaceutiques.
Accord sur les ADPIC (article 70)	Lois et réglementations	Dans les 30 jours suivant l'Accord instituant l'OMC	IP/N/1/IND/1 mars 1995	Notifications de l'établissement d'une boîte aux lettres. Cette notification est toutefois caduque faute d'approbation par le Parlement indien.

Note: EB = Exercice budgétaire qui, en Inde, court du 1er avril au 31 mars.

Source: Documents de l'OMC.

5) Exécution de la politique commerciale

i) Exécutif

36. Le Département du commerce, au sein du Ministère du commerce, est le principal organe responsable de l'élaboration de la politique commerciale de l'Inde et de tout ce qui touche à cette politique, notamment les relations avec les partenaires commerciaux, le commerce d'Etat, la promotion des exportations et le développement et la réglementation des industries et produits orientés vers l'exportation. Le Département du commerce est coiffé par le Secrétaire aux affaires commerciales. Celui-ci est secondé par le Directeur général du commerce extérieur qui est à la tête de l'Organisation de contrôle des importations et des exportations, laquelle est chargée de l'application de toutes les politiques du gouvernement indien concernant les exportations et les importations. Depuis la récente modification de la politique commerciale, le rôle du Directeur général consiste à promouvoir les exportations et à faciliter les importations.³⁴ La Direction générale de l'information et des statistiques commerciales est le principal organisme gouvernemental chargé de rassembler, compiler et publier

³⁴Gouvernement indien (1996o).

les statistiques commerciales. Les commissaires au développement des sept zones de perfectionnement passif dépendent également du Ministère du commerce.

ii) Organes autonomes et consultatifs

37. Le Ministère du commerce s'appuie aussi sur plusieurs organes autonomes et consultatifs. Le Conseil du commerce extérieur, établi en 1989, contribue utilement à l'élaboration de la politique commerciale; il compte parmi ses membres le Gouverneur de la Banque centrale, les Secrétaires des Ministères du commerce, de l'industrie, des finances et des textiles, le Premier Secrétaire du Cabinet du Premier Ministre et les présidents de diverses associations industrielles et commerciales ainsi que des spécialistes. Le Conseil du commerce extérieur est présidé par le Ministre du commerce et le Directeur général du commerce extérieur assure les fonctions de Secrétaire. Il siège normalement deux ou trois fois par an.

38. L'Institut indien du commerce extérieur est un organe autonome chargé d'activités de formation et de recherche en matière de commerce international et de commercialisation. Il existe en outre plusieurs organes autonomes notamment l'Institut indien de l'emballage, l'Institut indien du diamant, le Conseil indien d'arbitrage et 20 conseils de promotion des exportations spécialisés dans divers secteurs ou produits (vêtements, produits chimiques de base, produits pharmaceutiques et cosmétiques, noix de cajou, tapis, produits chimiques et apparentés, textiles de coton, produits électroniques et logiciels informatiques, mécanique, bijouterie et joaillerie, artisanat, métiers à tisser manuel, soie, cuir, construction, matières plastiques et linoléum, gomme, gomme-laque, articles de sport, textiles synthétiques et de rayonne, laine et ouvrages en laine, développement des métiers mécaniques).

39. Il existe en outre six offices de produits statutaires, responsables de la production et des exportations de thé, de café, de caoutchouc, d'épices, de tabac et de fibres de coco. Le Conseil de l'inspection des exportations est un organe statutaire chargé du contrôle de la qualité; il est responsable de l'inspection avant expédition des exportations.

40. Le Département du commerce prend l'avis des divers organismes consultatifs et d'examen qui peuvent être établis à l'occasion ainsi que des institutions académiques et des associations industrielles, telles que la Fédération des organisations d'exportateurs (FIED), la Confédération des industries indiennes (CII), la Fédération des chambres de commerce indienne (FICCI) et les Chambres de commerce associées (ASSOCHAM). Les présidents de la FICCI, de l'ASSOCHAM et de la CII représentent les intérêts de l'industrie au Conseil du commerce extérieur.

6) Relations commerciales

i) Accords multilatéraux

41. L'Inde, partie contractante originaire du GATT, est devenue membre originaire de l'Organisation mondiale du commerce en janvier 1995. En sa qualité de Membre de l'OMC, l'Inde jouit du statut d'observateur auprès de l'Accord sur les marchés publics, de l'Accord sur le commerce des aéronefs civils, ainsi que des arrangements internationaux sur les produits laitiers et sur la viande bovine qui ont expiré à la fin de 1997.

42. L'Inde est membre de toutes les grandes organisations économiques multilatérales y compris le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

ii) Accords régionaux

43. L'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) a pour mission de développer les échanges et les relations économiques entre ses membres à savoir l'Inde, le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka. Sa principale réalisation en 1995 a été la conclusion des négociations sur les préférences commerciales dans le cadre de l'arrangement commercial préférentiel de l'ASACR. L'arrangement commercial préférentiel a pris effet le 7 décembre 1995; il prévoit des concessions tarifaires préférentielles sur 226 produits et groupes de produits. L'Inde a offert des concessions tarifaires allant de 10 à 90 pour cent des taux de droit actuels pour 106 produits (chapitre III 2) iii)). Les concessions tarifaires dont bénéficient les pays les moins avancés vont de 50 à 100 pour cent pour beaucoup de ces produits.³⁵

44. Un deuxième cycle de négociations commerciales dans le cadre de l'arrangement commercial préférentiel de l'ASACR a été lancé en 1996 en vue d'élargir les concessions tarifaires. L'Inde a accordé des concessions pour 902 lignes tarifaires à compter du 1er mars 1997. Des préférences tarifaires de 25 à 50 pour cent ont été accordées pour 512 lignes, exclusivement au bénéfice des PMA membres de l'ASACR et des concessions tarifaires de 10 à 40 pour cent ont été accordées à tous les membres pour 390 lignes tarifaires. Un troisième cycle de négociations commerciales s'est ouvert en juillet 1997. L'objectif est de poursuivre le processus en vue d'aboutir en définitive à une zone de libre-échange de l'Asie du Sud au plus tard en l'an 2001.³⁶

45. L'Inde est membre de l'Accord de Bangkok, signé en 1975 et auquel ont depuis aujourd'hui aussi adhéré le Bangladesh, la République de Corée, la République démocratique populaire lao, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Sri Lanka.³⁷ L'Accord prévoit la libéralisation des obstacles tarifaires et non tarifaires entre ses membres. Au total, 104 produits sont visés par les listes nationales de concessions, dont les 15 concessions spéciales accordées à la République démocratique populaire lao (chapitre III 2) iii)).

46. L'Association de coopération régionale entre pays riverains de l'océan Indien a été récemment constituée avec 13 autres pays de la région.³⁸ La charte de l'Association a été adoptée en mars 1997. La coopération économique entre les membres devrait porter sur la facilitation, la promotion et la libéralisation des échanges, la promotion de l'investissement étranger, la promotion de la coopération scientifique et technique, le tourisme, le mouvement des personnes physiques et des fournisseurs de services et le développement des infrastructures et des ressources humaines. L'Accord comporte une clause d'habilitation permettant d'étendre la coopération à d'autres domaines. L'Inde a aussi signé

³⁵Document de l'OMC WT/COMTD/10, 25 avril 1997. Les pays les moins avancés parties à l'Accord sont le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives et le Népal.

³⁶La date butoir pour l'établissement de la zone de libre-échange, fixée à l'origine à 2005, a été avancée au cours d'un récent sommet des sept Chefs d'Etat tenu aux Maldives (*International Herald Tribune*, 15 mai 1997).

³⁷Selon la notification (document du GATT L/6718), tous les pays en développement de la région de la CESAP peuvent adhérer à l'Accord. La République populaire de Chine a récemment demandé à y adhérer et le processus d'accession est en cours (gouvernement indien, 1996o).

³⁸Les autres membres de l'Association sont l'Australie, l'Indonésie, le Kenya, Madagascar, la Malaisie, Maurice, le Mozambique, Oman, Singapour, l'Afrique du Sud, Sri Lanka, la Tanzanie et le Yémen.

des accords sous-régionaux avec le Népal, le Bangladesh, le Myanmar et le Bhoutan et plus récemment avec le Bangladesh, Sri Lanka et la Thaïlande. Les derniers détails concernant l'accord de coopération Bangladesh-Inde-Sri Lanka-Thaïlande (BISTEC) sont sur le point d'être réglés.

iii) Accords bilatéraux

47. L'Inde a signé des accords bilatéraux avec deux pays limitrophes, le Bhoutan et le Népal, auxquels elle a accordé un accès préférentiel à son marché. L'accord avec le Bhoutan, signé en 1984, accorde à ce pays sans littoral des droits de transit; les échanges sont réglés en roupies indiennes et en ngultrums bhoutanais. Les échanges avec le Népal bénéficient d'un régime préférentiel pour toute une gamme de produits et l'Inde accorde aussi des droits de transit au Népal. Des accords d'une portée plus limitée ont été signés avec le Bangladesh, qui bénéficie du traitement préférentiel accordé par l'Inde aux PMA dans le cadre de l'arrangement commercial préférentiel de l'ASACR, ainsi qu'avec le Myanmar. Un mémorandum signé en 1991 dans le cadre des accords sur la frontière sino-indienne autorise un commerce frontalier limité par deux points de passage sur la frontière sino-indienne (chapitre III 2) iii)).

48. L'Inde continue à accorder les préférences du Commonwealth à Maurice, à Tonga et aux Seychelles.

iv) Autres dispositions

49. L'interdiction des échanges avec l'Afrique du Sud notifiée en vertu de l'article XXXV a été levée en octobre 1994.³⁹ L'Inde n'a toujours pas de relations diplomatiques ni commerciales avec Fidji.

50. Les exportations indiennes bénéficient d'un traitement préférentiel dans le cadre des systèmes généralisés de préférences (SGP) de l'Australie, de la Bulgarie, du Bélarus, du Canada, de la République tchèque, de l'Union européenne, de la Hongrie, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Pologne, de la Norvège, de la Russie, de la Suisse, de la Slovaquie et des Etats-Unis. Plusieurs pays, notamment l'Union européenne, les Etats-Unis et l'Australie, sont en voie de supprimer graduellement le traitement préférentiel des exportations de l'Inde et d'un certain nombre d'autres pays en développement.⁴⁰ L'Inde est aussi membre du système global de préférences commerciales entre pays en développement, adopté en 1988 et qui a été jusqu'ici ratifié par 41 pays. L'Inde a offert des concessions tarifaires de 10 à 50 pour cent pour 31 produits pendant le premier cycle de négociations et des marges de préférence de 10 à 100 pour cent pour 27 lignes tarifaires (à six chiffres) pendant le deuxième cycle. Les négociations du deuxième cycle visent de nouvelles concessions tarifaires, produit par produit; elles sont encore en cours.

³⁹GATT (1994); et document L/7547.

⁴⁰Par exemple l'Union européenne prévoit des droits de douane modulés selon la sensibilité des catégories de produits; le SGP de l'Australie est graduellement supprimé pour la plupart des pays en développement (OMC 1997 et OMC 1998).

v) Règlement des différends

51. Dans le cadre du GATT, l'Inde a été partie à un différend avec la Pologne. L'Inde a demandé l'ouverture de consultations en vertu de l'article XXII:1 du GATT de 1947 au sujet de la modification de la structure des droits de douane appliqués par la Pologne aux importations de véhicules automobiles en provenance de pays extérieurs à la Communauté économique européenne. Les consultations formelles ont commencé le 22 juin 1993 et l'Inde a demandé en octobre 1994 l'établissement d'un groupe spécial en vertu de l'article XXIII:2 (DS40/2). Le Groupe spécial a été établi en décembre 1994 et l'Inde a retiré sa plainte au titre du GATT de 1947 (DS40/4) et demandé en octobre 1995 l'ouverture de consultations avec la Pologne sur la même question en application de l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et de l'article XXXIII:1 du GATT de 1994 (WT/DS/9/1). Une solution convenue d'un commun accord a été notifiée en septembre 1996 (WT/DS19/2).

52. L'Inde a recouru quatre fois au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.⁴¹ Ayant examiné une plainte de l'Inde concernant une mesure de sauvegarde transitoire imposée par les Etats-Unis à l'importation de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés (WT/DS33), le Groupe spécial a rendu en janvier 1997 une décision favorable à l'Inde (tableau II.3).⁴² Des groupes spéciaux ont aussi été établis pour examiner l'interdiction par les Etats-Unis de l'importation de crevettes et produits à base de crevettes en application de l'article 609 de la Loi 101-602 des Etats-Unis.⁴³ Enfin, l'Inde s'est plainte que les restrictions appliquées par la Turquie à certaines importations de textiles et de vêtements violaient les articles XI et XIII du GATT de 1994 ainsi que l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. L'Inde était une tierce partie dans le cas d'une plainte analogue formulée par Hong Kong contre la Turquie. De plus, au début de 1996, il a été décidé d'établir un groupe spécial pour examiner une plainte de l'Inde concernant des mesures prises par les Etats-Unis à l'encontre d'importations de certains manteaux de laine; les Etats-Unis ayant abrogé les mesures en question en avril 1996, le Groupe spécial n'a pas été établi.

53. Les Etats-Unis ont demandé l'ouverture de consultations sur la protection conférée en Inde par les brevets à certains produits pharmaceutiques et chimiques. Les consultations n'ayant pas abouti, un groupe spécial a été établi en novembre 1996 pour examiner la plainte des Etats-Unis. Le Groupe spécial a déterminé en septembre 1997 que l'Inde n'avait pas rempli l'obligation qui lui incombait en vertu de l'Accord sur les ADPIC de disposer d'un mécanisme permettant de demander un brevet de produit pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture et d'accorder des droits exclusifs de commercialisation. L'Inde a notifié en octobre 1997 un appel devant l'Organe d'appel. Les Etats-Unis ont aussi demandé l'établissement d'un groupe spécial pour examiner les restrictions quantitatives que l'Inde appliquait encore. Un groupe spécial doté d'un mandat "standard" a été établi en novembre 1997 en vertu de l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des

⁴¹Voir documents WT/DS32 du 15 mars 1996, WT/DS33 du 24 février 1997, WT/DS34 et WT/DS58 du 14 octobre 1996.

⁴²Dans son rapport de mai 1997, l'Organe d'appel a de même constaté que les mesures imposées par les Etats-Unis violaient les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements.

⁴³La plainte était déposée conjointement devant l'organe de règlement des différends de l'OMC par l'Inde, la Malaisie, le Pakistan et la Thaïlande.

différends.⁴⁴ A la suite des consultations tenues sur la même question avec l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, le Japon et l'UE, des solutions convenues d'un commun accord sont intervenues (chapitre III 2) xvii)).⁴⁵

Tableau II.3

Différends auxquels l'Inde a été partie dans le cadre du GATT et de l'OMC

Nature des différends	Plaignant/défendeur	Procédures	Résultats
Exemption des droits de douane sur les automobiles originaires de l'Union européenne	Inde/Pologne	Consultations demandées par l'Inde le 20 mai 1993 au titre de l'article XXIII:2 (DS40/1). L'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial en vertu de l'article XXII:2 en octobre 1994 (DS40/2). Le Groupe spécial a été établi en décembre 1994 (C/M/276).	L'Inde a retiré sa plainte en octobre 1995 (DS40/4).
Exemption des droits de douane sur les automobiles originaires de l'Union européenne	Inde/Pologne	Consultations demandées en octobre 1995 en vertu de l'article XXIII:1 (WT/DS/19/1).	Solution convenue d'un commun accord notifiée en août 1996 (WT/DS19/2).
Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes	Inde/Etats-Unis	Un Groupe spécial a été établi en mars 1996 en vertu de l'article XXIII:2 et de l'article 8.10 et des autres dispositions pertinentes de l'Accord sur les textiles et les vêtements (WT/DS32/1).	Les Etats-Unis ayant supprimé en avril 1996 les mesures de sauvegarde, l'Inde a demandé qu'il soit mis fin à la procédure.
Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés	Inde/Etats-Unis	Le Groupe spécial a été établi en mars 1996 en vertu de l'article XXIII:2 et de l'article 8.10 et des autres dispositions pertinentes de l'Accord sur les textiles et les vêtements (WT/DS33/1). Le Groupe spécial a été établi en juin 1996 (WT/DS33/2).	Le Groupe spécial a rendu une décision favorable à l'Inde en janvier 1997. L'Inde a recouru contre certains aspects de la décision en février 1997 (WT/DS33/3). L'Organe d'appel a confirmé la décision du Groupe spécial en avril 1997 (WT/DS33/AB/R).
Restrictions à l'importation de textiles et vêtements	Inde/Turquie	L'ouverture de consultations a été demandée en mars 1996 en vertu de l'article XXIII:1 (WT/DS34/1). L'établissement d'un groupe spécial a été demandé en février 1998 (WT/DS34/2).	

Tableau II.3 (à suivre)

⁴⁴Selon les Etats-Unis, les restrictions quantitatives appliquées par l'Inde seraient incompatibles avec les obligations qui découlent pour l'Inde des articles XI:1 et XVIII:11 du GATT de 1994 et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Les procédures et pratiques du gouvernement indien en matière de licences d'importation seraient incompatibles avec les règles fondamentales de l'OMC énoncées à l'article XIII du GATT de 1994 et à l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (document de l'OMC WT/DS90/8 du 6 octobre 1997).

⁴⁵Document DSB/M/39, 7 janvier 1998.

Nature des différends	Plaignant/défendeur	Procédures	Résultats
Interdiction de l'importation de crevettes et de produits à base de crevettes	Inde/Etats-Unis	L'Inde s'est jointe aux gouvernements de la Malaisie et de la Thaïlande en qualité de corequérante, et a demandé en février 1997 l'établissement d'un groupe spécial (WT/DS58/8). L'Organe de règlement des différends a établi un groupe spécial qu'il a fondu avec le groupe préexistant établi à la demande des corequérants (WT/DS58/9).	
Insuffisance de la protection conférée par les brevets pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture	Etats-Unis/Inde	Demande de consultations en juillet 1996 (WT/DS50/1). L'établissement d'un groupe spécial a été demandé en novembre 1996. Le Groupe spécial a été établi en novembre 1996 (WT/DS50).	Le Groupe spécial a constaté en septembre 1997 que l'Inde n'avait pas rempli les obligations qui lui incombait au titre de l'article 70.8 et de l'article 70.9 de l'Accord sur les ADPIC (WT/DS50/R). L'Inde a appelé de cette décision en octobre 1997. Le rapport de l'Organe d'appel a confirmé certains aspects de la décision du Groupe spécial au sujet de l'article 70.8 et de l'article 70.9 mais non au sujet de l'article 63 de l'Accord sur les ADPIC (WT/DS50/AB/R).
Insuffisance de la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture	CE/Inde	L'ouverture de consultations au titre de l'article XXII du GATT de 1994 a été demandée en avril 1997 (WT/DS79/1). L'établissement d'un groupe spécial a été demandé en septembre 1997 et le Groupe spécial a été établi en novembre 1997 (WT/DS79/3).	
Restrictions quantitatives aux importations des produits agricoles, textiles et industriels	Etats-Unis/Inde	Des consultations ont été demandées en juillet 1997 au titre de l'article XXII:1 du GATT de 1994, de l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (WT/DS90/1). Les Etats-Unis ont demandé en octobre 1997 l'établissement d'un Groupe spécial. Le Groupe spécial a été constitué en novembre 1997.	
"	Australie/Inde	Consultations demandées en vertu de l'article XXII:1 du GATT de 1994 (WT/DS91/1)	Solution convenue d'un commun accord en novembre 1997 ^a
"	Canada/Inde	Consultations demandées en juillet 1997 en vertu de l'article XXII:1 du GATT de 1994 (WT/DS92/1).	Solution convenue d'un commun accord en novembre 1997 ^a
"	Nouvelle-Zélande/Inde	Consultations demandées en vertu de l'article XXII:1 du GATT de 1994 (WT/DS93/1).	Solution convenue d'un commun accord en novembre 1997 ^a

Tableau II.3 (à suivre)

Nature des différends	Plaignant/défendeur	Procédures	Résultats
Restrictions quantitatives aux importations des produits agricoles, textiles et industriels	Suisse/Inde	Consultations demandées en juillet 1997 en vertu de l'article XXII:1 du GATT de 1994 (WT/DS94/1).	Solution convenue d'un commun accord en novembre 1997 ^a
"	UE/Inde	Consultations demandées en vertu de l'article XXII:1 du GATT de 1994 (WT/DS96/1).	Solution convenue d'un commun accord en novembre 1997 ^a

a Non encore notifié au Secrétariat de l'OMC.

Source: Documents de l'OMC.

7) Politique en matière d'investissement

54. La politique indienne en matière d'investissement étranger était autrefois guidée par des considérations d'ordre industriel. L'Inde cherchait à attirer des investissements dans les secteurs dans lesquels on pensait qu'une injection de technologie étrangère et de devises était nécessaire à la croissance économique. La participation étrangère au capital social était strictement réglementée et généralement plafonnée à 40 pour cent. Depuis 1991, ce régime a été assoupli et la prescription en matière de technologie étrangère a été abrogée. Le nombre de secteurs dans lesquels l'investissement étranger est autorisé a augmenté et dans plusieurs secteurs, le capital peut être entièrement étranger.

55. L'Inde n'a pas de loi spécifique régissant l'investissement étranger, essentiellement à cause de l'importance relativement faible accordée au cours des décennies antérieures à cette question. Les règles applicables à l'investissement étranger étaient intégrées dans la Loi de 1951 sur les industries (développement et réglementation), qui régissait la croissance industrielle et les procédures de licences industrielles; l'investissement étranger était généralement orienté vers les secteurs et industries jugés importants pour le développement industriel de l'Inde.

i) Investissement étranger direct

56. Le programme minimum commun du gouvernement indien vise à attirer des investissements étrangers directs (IED) à hauteur de 10 milliards de dollars par an. Actuellement, les flux d'IED sont de l'ordre de 3 milliards de dollars. La politique en matière d'investissement, comme la politique commerciale, a été radicalement réformée depuis le début des années 90, mais elle reste à certains égards discrétionnaire.⁴⁶ Les réglementations applicables à l'investissement étranger ont été beaucoup assouplies depuis le début des années 90, de même que les restrictions sectorielles, aussi bien pour l'IED que pour les investisseurs institutionnels étrangers. Les principaux éléments du programme de libéralisation de l'IED sont les suivants:

⁴⁶Les lignes directrices pour l'approbation des projets d'investissement étranger par l'Office de promotion de l'investissement étranger (FIPB) n'ont été publiées par le gouvernement qu'en janvier 1997. Il n'existait auparavant aucune directive pour les cas dans lesquels les investisseurs étrangers ne trouvaient pas d'associés indiens appropriés ou dans lesquels l'associé indien ne pouvait pas se procurer les ressources nécessaires aux améliorations technologiques. Maintenant que les lignes directrices ont été publiées, le processus est plus transparent, mais l'Office de promotion de l'investissement étranger reste libre d'examiner les considérations "sur la base d'autres critères qu'il juge pertinents" (*Economic Times*, 21 janvier 1997).

- a) Approbation automatique par la Banque centrale de la participation étrangère jusqu'à concurrence de 51 pour cent du capital dans 48 secteurs prioritaires⁴⁷; et jusqu'à concurrence de 50 pour cent dans le secteur minier et de 74 pour cent dans neuf secteurs (tableau II.4). Dans ces neuf derniers secteurs, la Banque centrale peut approuver automatiquement les projets de collaboration technique ou de transfert de technologie à condition que les paiements forfaitaires ne dépassent pas 10 millions de roupies, que les redevances ne dépassent pas l'équivalent de 5 pour cent des ventes sur le marché intérieur et de 8 pour cent des ventes à l'exportation et enfin que les paiements totaux ne dépassent pas 8 pour cent des ventes totales sur une période de dix ans à compter de la date de l'accord ou de sept ans à compter du début de la production commerciale.

La Banque centrale approuve en général automatiquement les propositions conformes à ces prescriptions dans les deux semaines. L'investissement ainsi approuvé automatiquement peut atteindre 100 pour cent du capital dans le cas des Indiens non résidents et des personnes morales étrangères dont des Indiens non résidents possèdent au moins 60 pour cent du capital. Aucune approbation n'est nécessaire pour des investissements représentant jusqu'à 24 pour cent du capital social d'une entreprise indienne⁴⁸ ou 20 pour cent d'une nouvelle banque privée (40 pour cent dans le cas des Indiens non résidents). La participation étrangère est plafonnée dans plusieurs secteurs: à 49 pour cent dans les télécommunications (télécommunications de base, téléphonie cellulaire et radiomessageries), à 40 pour cent (100 pour cent pour les Indiens non résidents) dans les entreprises d'avions-taxis intérieurs et les compagnies aériennes intérieures et à 51 pour cent dans le secteur pharmaceutique pour la production de médicaments en vrac.

- b) L'Office de promotion de l'investissement étranger et le Secrétariat aux projets industriels (SIA) ont été créés pour examiner les projets d'IED comportant une participation étrangère au capital supérieure à 51 pour cent dans les secteurs prioritaires et dans toutes les autres branches de production. Les demandes d'investissement étranger ne répondant pas aux critères d'autorisation automatique énoncés plus haut sont présentées à l'Office ou au SIA. Les projets sont examinés au cas par cas et l'autorisation est discrétionnaire. En général, l'Office autorise un investissement étranger représentant jusqu'à 100 pour cent du capital social quand l'investisseur étranger n'a pas trouvé d'associé Indien pour constituer une coentreprise, à condition que l'investisseur étranger se dessaisisse d'au moins 26 pour cent du capital en faveur d'entreprises indiennes dans les trois à cinq ans; quand une société de holding doit être établie et que tous les investissements en aval nécessitent une autorisation préalable; quand des technologies exclusives sont nécessaires; quand au moins 50 pour cent de la production est exportée et dans le cas des services consultatifs et des projets dans les secteurs de l'énergie, des routes, des ports et des villes et zones industrielles.

⁴⁷Jusqu'en décembre 1996, une participation étrangère jusqu'à concurrence de 51 pour cent du capital était autorisée dans 35 secteurs.

⁴⁸La participation étrangère dans les petites entreprises est libre jusqu'à 24 pour cent du capital, mais l'approbation de l'Office de promotion de l'investissement étranger est nécessaire. Des restrictions s'appliquent aux investissements dans les six branches réservées au secteur public (armes et munitions et autres équipements militaires y compris les avions et bateaux de guerre, énergie atomique, charbon et lignite, huiles minérales, minéraux figurant dans la liste de l'Ordonnance de 1953 sur l'énergie atomique (contrôle de la production et de l'utilisation) et transports ferroviaires.

L'Office peut également autoriser un capital social entièrement étranger dans le cas d'entreprises qui ont des activités d'exportation, d'importation en vrac, de commerce de gros au comptant sans livraison et d'importation d'autres biens et services à condition que 75 pour cent de la production ou des importations soient destinées aux échanges intragroupe. Le projet d'investissement étranger est généralement approuvé dans les quatre à six semaines.

57. Un Conseil de promotion de l'investissement étranger a été créé pour stimuler l'investissement dans les secteurs prioritaires.

Tableau II.4

Secteurs pouvant bénéficier de l'autorisation automatique des apports de technologie étrangère et de fonds propres étrangers

Participation étrangère au capital de 50 pour cent	
Extraction de minerai de fer	Extraction des minéraux non métalliques, non classés ailleurs
Extraction de minerai métallique autre que le minerai de fer	
Participation étrangère au capital de 51 pour cent	
Métallurgie	Electrodes de soudure autres que pour l'acier
Chaudières et groupes à vapeur	Diamants synthétiques industriels
Générateurs de force motrice (à l'exception des générateurs électriques)	Extraction et raffinage des huiles d'oléagineux secondaires
Equipement électrique	Eléments de construction préfabriqués
Transports	Produits à base de soja
Machines-outils et robots industriels avec leurs commandes et accessoires	Semences certifiées de variétés à haut rendement et de variétés synthétiques et plantules certifiées de variétés à haut rendement obtenues par culture tissulaire
Machines de terrassement et de construction et leurs composants	Toutes les industries de transformation des produits alimentaires sauf celles des aliments lactés et maltés et de la farine ^a
Machines et équipements industriels	Tous les articles nécessaires pour le conditionnement dans les industries alimentaires ^a
Machines agricoles	Hôtellerie et tourisme
Instruments industriels	Logiciels électroniques
Engrais azotés et phosphatés	Fabrication de produits alimentaires
Produits chimiques autres que les engrais	Fabrication de textiles de coton (filature, tissage et traitement dans le secteur des usines intégrées)
Instruments scientifiques et électro-médicaux et matériel de laboratoire	Fabrication de produits chimiques de base et autres (sauf produits du pétrole et du charbon)
Médicaments et produits pharmaceutiques (en application de la politique modifiée en matière de médicaments de 1994)	Fabrication de textiles de laine, de soie et de fibres artificielles
Papier et pâte à papier y compris articles en papier	Fabrication de produits chimiques de base (sauf produits du pétrole et du charbon)
Pneus et chambres à air pour véhicules automobiles	Fabrication de produits à base de caoutchouc, de matières plastiques, de pétrole et de charbon

Tableau II.4 (à suivre)

Verre à glace	Fabrication de produits de parties métalliques, sauf machines et équipement
Céramiques industrielles	Fabrication de produits et parties métalliques sauf machines et équipements
Ciment et ouvrages en ciment	Transport terrestre (services de soutien)
Matériel de reproduction et de multiplication de haute technicité	Transport par eau (services de soutien)
Carbone et produits au carbone	Services liés au transport, non classés ailleurs
Tuyaux en béton armé précontraint pour conduites sous haute pression	Location et location-vente, non classées ailleurs
Machines pour le caoutchouc	Services commerciaux non classés ailleurs
Machines d'imprimerie	
Participation étrangère au capital de 74 pour cent	
Services miniers	Construction
Industries des métaux de base et des alliages	Transport terrestre
Autres industries manufacturières ^b	Transport par eau
Génération et transmission d'électricité	Services d'entreposage et de magasinage
Génération et distribution d'énergie non classique	

a A l'exception des produits réservés au secteur de la petite industrie.

b Sauf les catégories 380, 381 et 388 de la NIC.

Source: Gouvernement indien (1996e), *Manual of Policy and Procedures Governing Industrial Approvals*, New Delhi et gouvernement indien (1997a), *Press Note No 2 1997 series*, Ministère de l'industrie, New Delhi.

58. La compensation des dividendes autrefois prescrite pour tous les secteurs dans lesquels il y avait des investissements étrangers n'est maintenant prescrite que dans 22 secteurs, dont les produits et les denrées alimentaires, les produits du bois, le cuir, la chaussure, l'automobile, l'électronique grand public et le gros électroménager (tableau AII.1). Pour ces 22 secteurs, les dividendes versés par l'investisseur étranger doivent être compensés par des recettes d'exportation selon les modalités ci-après:

- i) la compensation des dividendes doit s'effectuer pendant sept ans à partir du début de la production, après quoi elle cesse d'être nécessaire;
- ii) les versements de dividendes à l'étranger doivent être compensés par les recettes provenant des exportations visées par l'accord de collaboration étrangère ou par les exportations d'articles non mentionnés dans l'accord à condition qu'ils figurent dans la liste des secteurs pouvant bénéficier de l'autorisation automatique de l'investissement étranger.⁴⁹

ii) Investissements de portefeuille

59. Le régime des investissements de portefeuille, investissements d'investisseurs institutionnels étrangers ou achats d'actions sous forme de certificats de dépôt a aussi été radicalement modifié depuis 1991. Les investisseurs institutionnels étrangers sont autorisés depuis septembre 1992 à investir sur le marché boursier. Ils doivent à cet effet s'inscrire auprès de la Commission des opérations de

⁴⁹Gouvernement indien (1996e)

bourse. Pour cela, ils doivent être inscrits dans leur pays de résidence ou d'origine. Un investisseur institutionnel étranger peut détenir jusqu'à 10 pour cent du capital actions (contre 5 pour cent jusqu'à récemment) et la part du capital détenu par l'ensemble des investisseurs institutionnels étrangers ne doit pas dépasser 30 pour cent. L'investissement peut être effectué dans des sociétés non cotées à condition que le Conseil d'administration de la société approuve la limite et que l'Assemblée générale ait adopté une résolution à cet effet.⁵⁰ La Commission des opérations de bourse exige aussi que les fonds investis en Inde soient des fonds collectifs.⁵¹ Les investisseurs institutionnels étrangers peuvent détenir jusqu'à 100 pour cent du capital de fonds de placement en créances et ils peuvent investir dans des titres d'Etat. Sous réserve des réglementations indiennes en matière de change, aucune restriction ne s'applique au rapatriement des bénéfices sur les investissements de portefeuille.

60. Une autre forme d'investissement de portefeuille est constituée par les émissions sur l'euromarché de certificats de dépôt et d'obligations convertibles en devises étrangères, opérations que les entreprises indiennes sont autorisées à faire depuis février 1992.

iii) Accords internationaux en matière d'investissement

61. L'Inde est membre de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). Elle est membre de plein droit, et a entièrement réglé ses contributions depuis janvier 1994. Tous les investissements étrangers autorisés par le gouvernement sont donc assurés par l'AMGI contre l'expropriation et la nationalisation. L'Inde est également partie à la Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

62. L'Inde a conclu des accords en vue de la promotion et de la protection de l'IED avec plusieurs pays d'Europe, notamment le Danemark, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Des accords analogues avec la France et la République de Corée ont été mis au point et l'Inde négocie actuellement des accords avec l'Australie, le Canada, la Suède et la Suisse. Elle a aussi conclu avec plusieurs pays des accords sur la double imposition.⁵²

⁵⁰Gouvernement indien (1997a).

⁵¹Selon les autorités, cette disposition vise à prévenir le blanchissage de l'argent.

⁵²Ces pays sont: Algérie, Australie, Autriche, Belgique, Canada, République tchèque, Danemark, Ethiopie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Koweït, Libye, Malaisie, Maurice, Népal, Nouvelle-Zélande, Norvège, Oman, Philippines, Pologne, Singapour, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Syrie, Tanzanie, Tunisie, Thaïlande, Emirats arabes unis, Royaume-Uni, Etats-Unis, pays de l'ex-URSS et Zambie.